

Si Giuseppe Conte imitait l'éclatante réussite de Trump, la sortie de l'UE serait incontournable

écrit par Christine Tasin | 31 juillet 2018



Voici un soutien de poids pour le premier Ministre “populiste” italien, reçu à la Maison Blanche, mais aussi une belle ouverture pour Trump le diabolisé en Europe...

Le gouvernement actuel de l'Italie, troisième puissance économique de la zone euro, partage avec Trump une vision et des valeurs...

Vision et valeurs qui font pousser des cris d'orfraie aux journalistes du Parisien qui titrent :

Trump poursuit son travail de sape en Europe

Et accusent carrément Trump de vouloir faire exploser l'UE :

Donald Trump mise sur deux angles d'attaque face à l'Union Européenne : [le commerce](#) et l'immigration. Autant d'affinités partagées avec son homologue italien [Giuseppe Conte](#), qu'il a reçu lundi à la Maison Blanche. Allié de choix pour miner le projet européen, le président du conseil possède de nombreuses similitudes avec Trump. Le populiste italien cherche à entraver [la venue des migrants](#), et s'accorde avec le

milliardaire sur un nécessaire rapprochement avec la Russie.

La principale crainte des dirigeants européens est de voir l'Italie supporter publiquement Trump, pour mieux déstabiliser l'Union européenne, qui vacille déjà sous les coups du Brexit et du gouffre qui sépare les progressistes conduits par le couple Macron-Merkel et les nationalistes qui fleurissent à l'est du Vieux Continent.

Depuis son installation à la Maison Blanche, le président américain a maintes fois provoqué les leaders proeuropéens, en attaquant l'Allemagne et sa gestion migratoire, ou en jouant les faux amis du président français. « Il cherche à fissurer la démocratie libérale classique », considère le politologue Dominique Moïsi, conseiller spécial de l'Institut Montaigne. « Il se sent mieux avec les démocraties dites illibérales, d'où ses compliments à la Hongrie de Orban ou à l'Italie de Conte. »

L'Italie, troisième puissance économique de la zone euro, est la meilleure alliée dont puisse rêver le milliardaire. Son soutien ouvre les portes de l'Europe au président américain, pour mieux fragiliser les liens déjà abîmés entre les partenaires de l'UE. « Dans les années 1950, les États-Unis menaçaient de sanctions l'Europe si elle ne s'unissait pas plus. Aujourd'hui c'est l'inverse, l'Union Européenne n'existe pas à ses yeux », souligne Moïsi.

Avec Trump à ses côtés, l'Italie se sent plus forte pour obtenir la révision du règlement de Dublin 3, qui oblige tout migrant à s'enregistrer dans le pays européen d'arrivée... le plus souvent sur les côtes de la Botte. « On est dans une relation de marketing, pas de diplomatie profonde », ajoute le politologue.

Lire l'ensemble de l'article ici :

<http://www.leparisien.fr/international/trump-poursuit-son-travail-de-sape-en-europe-30-07-2018-7838610.php>

Certes, l'Italie de Conte ne parle pas d'un nouveau Brexit, parlant plutôt de renégociation des traités, mais Trump a raison, il faut faire exploser tous les carcans qui nous lient et nous coûtent trop cher en terme d'emplois et d'endettement.

En attendant, la réussite économique éclatante de Trump

devrait ouvrir les yeux de tous les dirigeants européens qui devraient le prendre comme modèle :

Politiquement incorrectes, les réformes de Trump sont un succès pour l'économie américaine

FIGAROVOX/TRIBUNE – Un an après l'arrivée fracassante du nouvel occupant de la Maison-Blanche, l'économie américaine est au beau fixe. Nicolas Lecaussin décrypte les réussites de la politique fiscale de Trump.

Nicolas Lecaussin est directeur de l'IREF (Institut de Recherches Économiques et Fiscales, Paris).

Dans un éditorial publié en 2016, avant le changement à la Maison Blanche, l'économiste Paul Krugman, titulaire du prix Nobel, écrivait: «Si Trump est élu, l'économie américaine va s'écrouler et les marchés financiers ne vont jamais s'en remettre». **Un an après sa prise de fonction, le président Trump est à la tête d'un pays en plein boom économique, et dont l'indice boursier a battu tous les records.**

On m'objectera que Trump est provocateur, imprévisible, irascible. Qu'il ne peut pas s'empêcher de tweeter tout (et surtout n'importe quoi). Mais si l'on regarde les faits, et uniquement les faits, un constat s'impose: **on ne peut pas trouver dans l'histoire récente des Etats-Unis un président ayant mené à bien autant de réformes en un laps de temps si court**. Même Reagan a mis trois ans à réformer la fiscalité américaine! Trump, lui, l'a fait en quelques mois.

Alors certes, «The Donald» n'a pas réussi à démanteler complètement l'Obamacare, suite aux oppositions rencontrées dans son propre parti ; mais sa réforme fiscale inclut la fin

du «mandat individuel», cette fameuse obligation de souscrire à une assurance santé. Plus exactement, l'amende pour le non-respect de cette obligation est supprimée par la réforme.

Cette mesure était nécessaire. En 2009, les conséquences de cette mesure coercitive, emblématique de la présidence d'Obama, ne s'étaient pas fait attendre. Il y avait eu d'énormes bugs informatiques qui ont découragé des millions de personnes de souscrire en ligne. Puis des millions d'Américains ont été contraints de résilier leur assurance privée, alors que nombre d'entre eux n'en ressentaient nullement l'envie. Depuis 2009, plus de 2 400 pages de réglementations se sont accumulées pour réguler le fonctionnement du système. Le président Obama avait promis de baisser les franchises de santé grâce à ce programme, mais ce fut tout le contraire: elles ont augmenté de 60 % en moyenne. Les primes d'assurance ont bondi dans l'ensemble de 25 % (et même jusqu'à 119 % dans l'état d'Arizona).

Les assureurs ne s'en sortaient plus à cause des réglementations très strictes qui leur ont été imposées. Obama avait aussi promis de baisser le prix de l'assurance santé d'environ 2 500 dollars par famille et par an ; en réalité, le prix a augmenté de 2 100 dollars! Trump met fin à cette dérive en ouvrant le système un peu plus à la concurrence et en donnant aux Américains la liberté de choisir.

Sous Obama, les primes d'assurance ont bondi dans l'ensemble de 25 % (et même jusqu'à 119 % dans l'état d'Arizona).

Ce n'est pas tout. La réforme fiscale adoptée par le Congrès des États-Unis contient de nombreuses mesures audacieuses, que les Américains attendaient. Par exemple la baisse de la taxe sur les bénéfices des entreprises (de 35 % à 21 %), qui s'accompagne d'une déduction fiscale généreuse pour les entreprises dont les profits ne sont déclarés qu'au travers des revenus de leurs propriétaires. Plusieurs taxes ont par

ailleurs été supprimées, comme la taxe minimum de 20 % sur les bénéfices effectifs.

Surtout, le président Trump a entamé une vaste opération visant à rapatrier entre 2 000 et 4 000 milliards de dollars de profits placés à l'étranger, en diminuant la taxe sur ces profits de 35 % à moins de 15 %.

Autre mesure symbolique: la suppression de la taxe sur les héritages au-dessous de 10 millions de dollars satisfait une large partie de l'électorat républicain.

Certains Etats dont la fiscalité est particulièrement élevée, comme la Californie, seront également obligés de se réformer pour faire face à la suppression de certaines déductions fiscales. Leurs habitants ne pourront plus en effet déduire l'impôt sur le revenu local de leurs impôts fédéraux.

Entre janvier et décembre 2017, Trump a supprimé la moitié (45 000) des pages que contient le Code des réglementations.

Plusieurs mesures abolissent l'interdiction des forages de pétrole en Alaska. À l'heure actuelle, Trump a ouvert toutes les possibilités d'exploitation sur le continent américain, ce qui fera du pays l'un des principaux exportateurs de matières premières. Trump se positionne ainsi en ennemi du politiquement correct et reste méfiant à l'égard des gourous du réchauffement climatique. Il a été le seul à avoir le courage de se retirer de la COP 21, cette mascarade coûteuse qui consiste à organiser de gigantesques réunions de chefs d'État aux frais des contribuables. Il a supprimé la prime à la voiture électrique (pour une économie de 7 milliards de dollars) ainsi que les subventions aux parcs d'éoliennes.

Enfin, Trump s'est attaqué aux réglementations. Entre janvier et décembre 2017, il a supprimé la moitié (45 000) des pages que contient le Code des réglementations. Plus de 1 500

réglementations importantes ont été abolies, dont beaucoup dans le domaine de l'environnement. Les économies obtenues sont estimées à plus de 9 milliards de dollars. Faisant fi des protestations, il a libéré le secteur d'internet de plusieurs contraintes anachroniques.

Au plan international, [Trump s'oppose à la Chine dont les pratiques commerciales douteuses ont fait l'objet d'enquêtes de la part de Washington](#). Mais cette position juste face aux Chinois ne devrait pas conduire la Maison Blanche à cautionner des mesures restrictives de la liberté du commerce et des échanges, qui risqueraient de peser sur la croissance américaine et même mondiale. On songe ici à la proposition faite par la Chambre des Représentants de faire payer aux multinationales une taxe de 20 % sur les achats faits à des filiales étrangères de leur groupe. Ou encore, celle du Sénat de réimposer les sociétés américaines au taux de 13 % sur les services facturés de l'étranger par les sociétés du groupe.

En tout état de cause, en ce début janvier 2018, l'économie américaine semble partir sur des bases solides. Le troisième trimestre de croissance s'est élevé à plus de 3 %, et le taux de chômage est au plus bas, à seulement 4.1 % (2.1 millions d'emplois créés en une année, du jamais vu depuis 1990), et même à 6.8 % pour la population noire, un taux qui n'a jamais été si faible depuis 1973.

Les effets des baisses d'impôt se font d'ores et déjà sentir: des entreprises comme AT&T, Comcast, Wells Fargo, Boeing, Nexus Services ont annoncé des primes et des hausses de salaires.

Le pire ennemi de Trump est certainement lui-même. Cet homme d'affaires n'est pas un politicien professionnel. Saura-t-il alors se contrôler, pour continuer à remettre l'Amérique sur les rails et mépriser l'idéologiquement correct, sans se laisser aller à des provocations futiles?

<http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2018/01/09/31002-20180109ARTFIG00269-politiquement-incorrectes-les-reformes-de-trump-sont-un-succes-pour-l-economie-americaine.php>